



L'accord irano-turco-brésilien : un tournant dans les relations internationales ?

Par [Mohamed Tahar Bensaada](#)

Mondialisation.ca, 27 mai 2010

[Oumma.com](#) 27 mai 2010

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Même si la manœuvre américaine visant à imposer une nouvelle vague de sanctions contre l'Iran risque de passer avec l'aval des autres membres permanents du Conseil de sécurité, la déclaration commune irano-turco-brésilienne au sujet de la proposition d'échanger l'uranium enrichi iranien en territoire turc constitue un tournant non négligeable dans les relations internationales.

En effet, pour la première fois depuis la fin de la guerre froide, deux nations émergentes du sud se distinguent de manière spectaculaire sur la scène internationale en prenant franchement leur distance à l'égard des grandes puissances sur un dossier particulièrement épineux ayant pour théâtre la région explosive du Moyen Orient.

Pour bien mesurer l'importance de ce tournant diplomatique, il ne faut pas seulement considérer le résultat à court terme. Les enjeux stratégiques et diplomatiques à moyen terme sont autrement plus significatifs surtout si on les rapporte aux tendances profondes qui travaillent l'ensemble de la région et contribuent ainsi à restructurer son espace géopolitique de manière contradictoire et instable.

Un tournant diplomatique

En politique internationale, les faits et les intérêts importent plus que les sentiments et les arrière-pensées des acteurs diplomatiques. Le fait que la Turquie et le Brésil se soient avancés sur un terrain glissant en se portant garants d'une possible solution diplomatique négociée à un problème aussi épineux constitue en soi un évènement diplomatique d'une grande portée. D'une part, il permet à l'Iran d'enregistrer une victoire diplomatique même si celle-ci risque malheureusement d'être annihilée par l'intransigeance américaine.

En effet, en mobilisant à ses côtés deux grandes nations du sud qui passent pour être amies des USA (la Turquie est membre de l'OTAN et entretient des relations privilégiées avec Israël, le Brésil est quant à lui engagé dans un vaste programme d'intégration industrielle et militaire avec son grand voisin du nord), l'Iran a su montrer qu'il n'était pas si isolé sur la scène internationale et que son intransigeance apparente sur ce dossier ne fait que refléter l'aspiration légitime et commune à toutes les nations du sud à un développement de capacités technologiques et nucléaires à des fins civiles.

D'autre part, cet évènement permet de voir sous un angle nouveau la politique suivie par les nouvelles puissances régionales émergentes au sud. Ce n'est pas parce qu'elles ne reproduisent pas le schéma dissident du Venezuela de Chavez que ces puissances ont

abdiqué leur rôle international et abandonné leurs intérêts stratégiques.

Contrairement à une lecture superficielle, la scène internationale est d'une telle complexité qu'elle permet désormais une certaine marge de manœuvre à des acteurs moyens qui ne sont pas obligés d'adopter une ligne de rupture radicale à l'égard de la superpuissance américaine pour affirmer leurs intérêts propres. Mieux, c'est parce qu'elles entretiennent une relation de coopération privilégiée avec les USA et avec les Etats dissidents comme l'Iran que ces puissances moyennes ont plus de chance de réussir une médiation diplomatique qui serve leurs intérêts commerciaux et stratégiques et consolide leur nouveau statut international.

L'accord tripartite irano-turco-brésilien ne doit pas être lu de manière unilatérale. Certes, la Turquie et le Brésil ont envoyé à l'Iran une bouée de sauvetage inespérée. Mais ces deux puissances moyennes émergentes ne l'ont pas fait pour les beaux yeux de l'Iran. Elles ont aussi énormément à gagner sur les plans stratégique et commercial dans une région vitale pour le système mondial. Ce n'est pas un hasard si l'intervention diplomatique inattendue de la Turquie et du Brésil a d'abord importuné les puissances en perte de vitesse sur ce dossier comme la France et l'Allemagne.

Les paradoxes de l'accord

En effet, l'accord irano-turco-brésilien cache plus d'un paradoxe. A court terme, les Américains ne pouvaient que sauter par-dessus cet accord tout en déclarant qu'il constitue un « pas positif ». Le contraire aurait été trop simple. Les Etats-Unis ne pouvaient abdiquer aussi facilement leur rôle dans cette crise sans se discréditer et sans alarmer leur allié intime israélien qui a réagi de la manière la plus hostile à l'accord en question. Mais si on considère les choses à plus long terme, les choses seraient plus nuancées. L'accord irano-turco-brésilien, s'il sert objectivement les intérêts stratégiques de ces trois nations, ne constitue pas pour autant un défi majeur aux intérêts stratégiques américains à long terme.

Les Américains sont bien conscients que le monde unipolaire auquel ont rêvé certains de leurs compatriotes au lendemain de la chute du mur de Berlin s'est brisé à l'épreuve des réalités géopolitiques. S'il y avait un quelconque doute à ce sujet, le borborygme dans lequel se trouvent les Américains au Moyen-Orient a fini par le dissiper.

Non seulement les Américains ne refusent pas l'intervention et la coopération des autres acteurs internationaux à leurs côtés en Irak et en Afghanistan mais ils en sont des demandeurs explicites. Mais il ne s'agit ni d'un retour au monde bipolaire de la guerre froide ni d'un équilibre multipolaire tel qu'on l'aurait souhaité pour la paix et la prospérité du monde. Il s'agit d'une période transitoire marquée par un désordre calculé et contenu dans lequel les Etats-Unis cherchent à jouer les premiers rôles au détriment des autres concurrents et rivaux mais sans les exclure totalement du grand jeu.

Bien entendu, dans la perception stratégique américaine, la scène internationale n'est pas uniforme. Il y a les puissances amies comme la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne avec lesquelles il peut y avoir une concurrence et une rivalité d'intérêts et donc parfois des divergences économiques et/ou diplomatiques et il y a des puissances comme la Russie et la Chine avec lesquelles on est bien obligé de gérer des intérêts et des dossiers internationaux d'intérêt commun tout en continuant à craindre leur développement technologique et militaire. Et il y a enfin les puissances moyennes émergentes (Inde, Turquie, Brésil) qui réclament une plus grande place dans le concert des nations. Dans ce

jeu serré pour la puissance, paradoxalement, ce n'est pas l'Amérique qui risque de s'offusquer des réclamations des nouvelles puissances émergentes tant elle reste loin par rapport à leur niveau de développement.

En revanche, en jouant sur cette compétition internationale, l'Amérique peut arriver à neutraliser les ambitions des uns et des autres sur la scène internationale. De ce point de vue, l'accord irano-turco-brésilien peut être lu de deux façons à Washington. Certes, cet accord permet à l'Iran de s'en sortir à bon compte. C'est ce qui dérange la diplomatie américaine. Pour cette dernière, il n'est pas question de récompenser l'intransigeance iranienne. Mais une autre lecture est possible. Cet accord a permis de sortir du jeu la Russie et la France punies par Téhéran pour s'être trop compromises avec Washington dans le système de sanctions imposées à l'Iran. En outre, cet accord permet à deux puissances émergentes « amies » d'entrer (pour le Brésil) ou de consolider sa position (pour la Turquie) dans la région vitale du Moyen Orient.

Les enjeux cachés

Mais comment expliquer dans ces conditions l'intransigeance de la position américaine et notamment l'empressement avec lequel Hilary Clinton a commencé les manœuvres diplomatiques en vue d'arracher l'accord de Moscou et Pékin en vue d'imposer une nouvelle vague de sanctions contre l'Iran au risque de froisser leurs alliés turc et brésilien ? Les Américains ont pris prétexte d'une déclaration du président iranien qui aurait affirmé la volonté de son pays de continuer à enrichir l'uranium pour justifier leur position. Mais ce prétexte ne saurait cacher l'essentiel.

Dans la configuration géopolitique régionale actuelle, ce n'est pas tant la question de l'enrichissement de l'uranium que la question de la position de Téhéran à l'égard du projet du « nouveau grand Moyen Orient » à l'ombre de la pax americana qui focalise l'attention des états-majors américains et israéliens. Sans sacrifier aux discours idéologiques des uns et des autres en pareilles circonstances, force est de reconnaître que dans son ambition de conquérir un statut géopolitique régional à la hauteur de son poids historique, démographique et économique, l'Iran prône une politique et joue un jeu qui contrarient la volonté de domination israélienne et américaine- même s'ils contrarient par la même occasion d'autres intérêts et d'autres Etats- dans cette région vitale du monde.

En décidant de pousser le Conseil de sécurité vers l'aggravation du système de sanctions visant l'Iran, Washington risque de perdre un peu plus sa crédibilité diplomatique. Comment justifier le refus d'un accord qui est arrivé à arracher à l'Iran ce que les Américains lui demandaient il y a quelques mois sans avouer en même temps leur mauvaise foi ? Certes, en choisissant l'escalade diplomatique avec Téhéran, Washington réussira peut-être à dépasser sa mésentente momentanée avec son allié israélien sur le dossier iranien, ce qui n'est pas rien dans cette conjoncture marquée par la reprise des négociations indirectes israélo-palestiniennes. Mais rien ne garantit qu'un tel cadeau de la part de l'administration Obama atteindra l'objectif escompté, à savoir un fléchissement du gouvernement israélien sur la question palestinienne.

S'il venait à être adopté et appliqué, le nouveau système de sanctions proposé par les Américains à l'encontre de l'Iran (stipulant notamment l'interdiction de l'exportation de huit types d'armement « lourds » qui font partie intégrante de tout système défensif digne de ce nom puisque cela va du char à l'avion de combat en passant par les pièces d'artillerie et les missiles anti-aériens) serait d'une telle gravité qu'il ne pourrait laisser ce pays inactif.

Jusqu'ici le régime iranien a réussi à éviter un trop grand décalage entre ses intérêts politiques étroits et les intérêts stratégiques de l'Iran en tant que nation. Les conséquences désastreuses du nouveau système de sanctions sur les capacités de défense nationale du pays risquent de mettre les élites politiques et militaires de la république islamique devant de sérieux dilemmes. Si une crise interne n'est pas à exclure comme le souhaiteraient les Occidentaux, il est aussi probable que l'Iran réponde à l'escalade américaine par le durcissement de sa politique dans la région et on sait qu'il en a les moyens.

Mais jusqu'où peut-il aller sans tomber dans un aventurisme dangereux pour sa propre sécurité nationale ? Pour baliser la voie à un « processus de paix » non seulement injuste mais surtout irréaliste et satisfaire les désirs impossibles de leur allié « spécial » israélien, les Etats-Unis sont-ils prêts à aggraver le cauchemar quotidien de leurs soldats engagés dans le borbier d'Irak et d'Afghanistan ?

Mohamed Tahar Bensaada est enseignant-chercheur.

La source originale de cet article est Oumma.com
Copyright © Mohamed Tahar Bensaada, Oumma.com, 2010

Articles Par : Mohamed Tahar Bensaada

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca